



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 10 MARS 1984

N° 244

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

APRES LE CARNAVAL SI NOUS IMPOSONS NOTRE RYTHME AUX PATRONS.

Pendant quelques jours tout le monde a vécu au rythme du carnaval et des défilés de groupe dans les rues. Avec les masques, les déguisements, la musique, nous avons pu oublier quelque temps les soucis et l'exploitation quotidienne. C'était la fête !

Aujourd'hui c'est fini et la vie normale reprend son cours avec le chemin des entreprises, ou celui de la recherche du travail pour les chômeurs.

Mais si nous avons fait tomber les masques, nos patrons et ceux qui nous gouvernent ont fait tomber les leurs bien avant nous.

C'est ainsi que les gros békés de la Martinique s'attaquaient il y a quelques jours à la maison des syndicats à Fort-de-France brisant des vitres et faisant d'autres dégâts importants.

Quant aux patrons blancs de Grosse-Montagne ou ceux de Coca-Cola, ils font preuve d'une arrogance et d'un mépris que supportent de plus en plus mal les travailleurs. Ceux des grands magasins font de même, à K-Dis Raizet, ils profitent de la situation pour tenter de se débarrasser purement et simplement des travailleurs après l'attentat...

A SOPICO, il en est de même alors qu'il n'y a pas eu là d'attentat destructeur, de même encore dans de nombreuses entreprises du bâtiment... et ainsi de suite, dans nos pays où à l'exploitation quotidienne se mêle le racisme...

Oui, vraiment, les patrons ont toujours fait plus de dégâts que les attentats indépendantistes. Ceux qui détruisent en premier «l'outil de travail», ce sont eux, les capitalistes.

Alors, ils ont beau patronner des groupes de carnaval, tels Nouvelles Galeries, Toyota ou SOCOVI pour se faire de la publicité et aussi tenter de se faire bien voir de la population, ils ne peuvent faire illusion sur leurs bons sentiments. Eux, ils vivent dans le luxe. Ils ont de belles villas dans les quartiers riches, ils voyagent, possèdent bateaux de plaisance et parc automobile important et vivent avec l'assurance d'un avenir confortable.

Pour nous, ce sont des salaires qui permettent tout juste de vivre. C'est un habitat précaire, voire insalubre, des conditions de déplacement difficiles et l'angoisse du lendemain. Nous ne savons pas (surtout pour ceux d'entre nous qui travaillent dans les entreprises privées) de quoi demain sera fait, si nous serons licenciés ou pas, à la merci des aléas des profits du capitaliste.

C'est cela que nous réservent bien des «sponsors» du carnaval : eux, ils peuvent nous faire danser sur plusieurs rythmes à la fois, parce qu'ils ont la puissance de l'argent et la force du pouvoir.

Ils peuvent du coup payer par leur argent à animer nos fêtes. Mais ils peuvent aussi nous licencier, nous mépriser, nous envoyer les CRS !

Nous, nous n'avons pas d'argent mais nous avons nos bras sans lesquels les patrons ne peuvent rien. C'est cela notre force à nous. A nous de nous en servir contre nos exploiters. Nous pouvons, nous aussi constituer une force qui compte et faire danser les patrons à notre rythme.

France : LA GREVE DES FONCTIONNAIRES.

Les fonctionnaires ne sont pas contents en France. Ils ont fait 24 heures de grève le jeudi 8 mars, à l'appel de la F.E.N., de la CGT, de F.O et de la CGC. Ils protestent contre la baisse de leur pouvoir d'achat en 1983, les prix ayant augmenté de 1,5 % de plus que les salaires au cours de cette année. De plus les 5 millions de fonctionnaires et de salariés des grandes entreprises nationales (EDF, GDF) etc.) ne partagent surtout pas la volonté du gouvernement de ne plus indexer les salaires sur les prix, en d'autres termes de ne plus faire les salaires suivre les prix.

Pour le gouvernement le fait de ne pas indexer les salaires sur les prix est une façon de lutter contre l'inflation, comme si les salaires étaient à l'origine de l'inflation ! C'est cette nouvelle

politique des salaires non indexés sur la hausse des prix plus que les 1,5 % qui provoquent la colère des fonctionnaires. En un mot, ils n'acceptent pas sans broncher la décision du gouvernement de réduire leur pouvoir d'achat en 1984. Pouvoir d'achat déjà en baisse en 1983, puisque les 1,5 % réclamés pour cette année doivent tout simplement permettre aux salaires de rattraper les prix.

Les fonctionnaires et les salariés des entreprises qui les ont rejoints sont donc raison de se fâcher et de faire grève. Accepter la baisse de leur pouvoir d'achat équivaldrait pour les fonctionnaires à faire les frais de la crise et surtout à cautionner l'idée selon laquelle ce sont les salaires qui sont responsables de l'inflation. Point de vue qui est celui du pa-

tronat et que le gouvernement qui le soutient reprend sans aucune gêne. C'est bien aussi pour cela que cette grève des fonctionnaires a pour l'ensemble des salariés valeur de test. Si le gouvernement cède face aux fonctionnaires il n'y aura donc aucune raison que les autres catégories de salariés acceptent la politique salariale du gouvernement, c'est-à-dire 5 % d'augmentation pour toute l'année 1984. L'enjeu est donc d'une très grande importance pour le gouvernement. Tout le patronat a les yeux tournés vers lui et attend de voir comment l'état-patron réagit face à ses propres salariés. Le gouvernement, à coup sûr, ne cédera pas facilement, ou tout au moins, pas seulement avec 24 heures de grève. Il en faudra beaucoup

Suite page 4

GREVE DE LA FAIM DE MAX SAFRANO

QUI EST MAX SAFRANO ?



Depuis le vendredi 2 mars, Max Safrano militant du MPGI emprisonné à Pointe-à-Pitre fait la grève de la faim pour réclamer sa libération.

Max Safrano est né le 9 décembre 1951 à Pointe-à-Pitre. De famille modeste, il est élevé avec sa soeur, par sa mère qui est employée dans une librairie à Pointe-à-Pitre. Il poursuit ses études normalement jusqu'en première, époque à laquelle il réussit à un concours d'assistant social.

Sa mère étant malade, Max décide alors de ne pas partir en France pour effectuer des études d'assistant social. Sa soeur étant partie il est seul pour s'occuper de sa mère. C'est alors que à 19 ans il entre à la Caisse de Sécurité Sociale. Sa mère décédera quelques années plus tard.

C'est aussi à cet âge là qu'il commence à militer aux Jeunesses communistes. Il faut dire que Max a grandi dans une ambiance militante puisque sa mère était une militante active du Parti communiste guadeloupéen. Etant soutien de famille il sera automatiquement

exempté du service militaire.

Quelques années plus tard, Max va militer activement à la CGT dont il deviendra l'un des secrétaires confédéraux. Mais en même temps politiquement il va évoluer vers l'extrême gauche. En mai 1982, il adhère au MPGI à la création donc de cette organisation. Il en sera un des porte-parole. Il est aussi d'un des «piliers» de Radio Unité dont il anime plusieurs émissions et des bulletins d'information réguliers.

En même temps, il travaille toujours à la sécurité sociale comme sous chef de service.

Ses amis le décrivent comme quelqu'un de calme, pondéré et désintéressé. Max est aussi père d'un enfant de 7 ans, Boris.

Il est arrêté pour la première fois dans la nuit du 26 au 27 août 1982. Alors que dans la même nuit une série d'explosions a lieu, il est aussitôt emprisonné en même temps que Virginie Tom.

Il est accusé d'avoir «volontairement dé-

Suite page 3

JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

Le 8 mars aura lieu la «journée Internationale des femmes». Ce sera une occasion de rappeler l'exploitation particulière que subissent les femmes, les discriminations dont elles sont victimes. Cela beaucoup de manifestations officielles. Permettrons de rappeler, y compris celles des bourgeois et des bien-pensants. Quant à la gauche classique elle aussi ira de son habituel couplet sur l'exploitation de la femme.

Mais peu de gens tout compte fait diront, si ce ne sont les socialistes révolutionnaires que la libération des femmes ne peut s'inscrire que dans une perspective révolutionnaire socialiste, qu'en débarrassant la société de l'exploitation capitaliste, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'existence de classes sociales.

Parce que dans la société on vit comme le commandement l'intérêt des possédants, il

n'est pas possible de s'épanouir pleinement. Pas plus celui qui exploite que l'exploitée, ne le peut... et encore moins les femmes subissant en plus de l'oppression capitaliste raciale, ou coloniale, l'oppression sexuelle.

Bien entendu, les femmes appartenant à différentes classes sociales ne sont pas opprimées de la même manière. Celles qui font partie de la bourgeoisie des pays industrialisés, et qui sont pour certaines d'entre elles à la tête des mouvements féministes, sont plus libres, ont bien plus facilement accès à la culture qu'une ouvrière, ou une paysanne d'un pays sous développé ou industrialisé.

Mais nous révolutionnaires socialistes pensons que la question de l'oppression de la femme ne pourra être entièrement résolue que dans une société ou tout être humain, quel que soit son sexe ou son origine, aura

accès à la culture la plus vaste, contrôlera réellement la société dans laquelle il vit, la socialiste qui le débarrassera de l'oppression et de l'exploitation capitalistes.

C'est pourquoi nous publions ici la biographie de quelques femmes, qui par leur action révolutionnaire, ont lutté pour que l'humanité accède à cet avenir.

C'est pour cela aussi que nous publions l'extrait de texte d'un homme qui lui aussi a lutté pour cet avenir : un révolutionnaire socialiste militant et théoricien marxiste du début du siècle : Auguste Bèbel. Ce dernier nous fait entrevoir dans ce texte ce que devraient être les rapports entre hommes et femmes dans une société sans exploitation. Et c'est pour une telle société que nous nous battons.

Suite page 2

JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

Des femmes révolutionnaires

ROSA LUXEMBOURG



Rosa Luxemburg est née en Pologne en 1870, alors qu'une partie du pays est dominée par la Russie. Elle passe son enfance et sa jeunesse à Varsovie où dès ses années de lycée, elle s'intéresse aux idées socialistes, ce qui lui vaudra, à l'âge de 18 ans, de devoir s'enfuir en Autriche pour ne pas être arrêtée. Dès lors commence sa vie de militante révolutionnaire elle travaille à la mise sur pied d'un Parti Polonais Marxiste, et poursuit des études d'économie politique.

Vivant en Allemagne, elle se fait connaître dans le mouvement socialiste international. Elle milite dans le Parti Social Démocrate Allemand, qui est alors un important parti ouvrier, le plus important des partis de la II^e internationale.

Elle combat la théorie révisionniste dévotée par Bernstein en Allemagne.

En 1905 éclate en Russie la première révolution et Rosa Luxemburg s'y rend clandestinement. Forte de l'expérience de la révolution, elle tentera d'en faire passer les enseignements en Allemagne. Elle tente de combattre le glissement vers le réformisme du Parti Social démocrate allemand, dont elle reste membre.

Mais en 1914, les dirigeants de ce parti vont voter les crédits militaires et approuver la politique de guerre du gouvernement. C'est une trahison à la classe ouvrière et aux idées internationalistes.

Les dirigeants des partis du prolétariat européen en se mettant au service de la bourgeoisie condamnent les travailleurs de nations différentes à lutter les uns contre les autres pour le bénéfice de la bourgeoisie.

Rosa Luxemburg s'oppose alors au Parti Social démocrate sans rompre avec lui, car elle pense qu'il est possible de faire triompher ses idées. Avec un petit nombre de militants, elle fonde le groupe spartakiste, fraction de l'opposition sociale démocrate. Ce groupe est l'embryon du parti Communiste Allemand.

Elle est emprisonnée et ne sort de prison que lors de la Révolution allemande de 1918. Avec Karl Liebknecht Rosa Luxemburg représente le prolétariat révolutionnaire allemand. Mais la révolution est écrasée et Rosa Luxemburg assassinée.

Rosa Luxemburg reste donc dans l'histoire du mouvement ouvrier international l'une des figures les plus marquantes tant par son combat militant que par son œuvre théorique. Elle a écrit de nombreux ouvrages qui restent d'actualité comme «réforme sociale ou révolution» ou «grève de masse, partis et syndicat» et des écrits sur l'économie politique.

ALEXANDRA KOLLONTAÏ

Alexandra Kollontaï est née en 1872. Elle est très jeune lorsque elle quitte à peu d'années d'intervalle ses parents et son mari pour se consacrer à l'étude du marxisme et à sa vie militante. Ce sont les grandes grèves ouvrières de cette époque qui vont déterminer son évolution vers marxisme. Etudiant en Allemagne au moment où s'y développe le révisionnisme (révision de la théorie marxiste pour la rendre compatible avec les intérêts de la bourgeoisie), elle s'oppose fermement à ces idées.

En 1905 elle est en Russie et elle participe à la première révolution russe. Elle prend part à l'activité clandestine des Bolchévicks en collaborant à leur journal à Pétrograd. Plus tard, de 1906 à 1915 elle se sépare des bolchévicks et fait partie de la fraction menchévique. Elle doit s'enfuir de Russie en 1908.

En 1917, elle revient en Russie, et elle est

la première femme à être élue au comité exécutif du soviét de Pétrograd (aujourd'hui Léninograd). Elle est membre du Comité Central Bolchévick au moment de la révolution, et est élue commissaire du peuple à l'Assistance publique dans le premier cabinet du gouvernement bolchévick révolutionnaire.

Militante révolutionnaire, théoricienne marxiste, Alexandra Kollontaï s'est beaucoup préoccupée des questions féminines et de la libération de la femme. Elle pensait que seule la révolution socialiste pouvait apporter aux femmes les conditions nécessaires à leur libération au sein d'une société nouvelle.

Elle est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la question féminine dont «la nouvelle morale et la classe ouvrière» et des textes publiés sous le titre général de «Marxisme et révolution sexuelle»

MAMAN JONES : une militante américaine qui a lutté contre l'oppression de classe

Mary Jones, célèbre du nom de «Maman Jones», a été l'une des grandes figures du mouvement ouvrier américain à sa naissance. C'est la période des premières luttes ouvrières contre des conditions de travail et de vie les plus inhumaines, sur lesquelles s'est construit le capitalisme américain.

La terrible épidémie de fièvre jaune de 1867, terrasse les milieux pauvres dans le Tennessee et c'est dans cette épidémie que Maman Jones, jeune institutrice, perd ses quatre enfants et son mari qui était ouvrier. Des milliers de pauvres étaient morts alors que plusieurs riches avaient pu échapper à la mort en se réfugiant vers les régions de montagnes et de mers. En 1870 ce fut ensuite le grand incendie de Chicago qui laissa des milliers de pauvres sans abri. Là encore Maman Jones se trouve confrontée à la misère des pauvres. Et c'est dès cette période qu'elle adhère à une organisation ouvrière «l'ordre des Chevaliers du Travail». Cette organisation a dirigé les pre-

mières grèves aux Etats-Unis. Elle ne menait pas seulement une lutte corporatiste mais dénonçait les conditions de vie des travailleurs. Cette organisation mobilise les travailleurs des chemins de fer. Ce furent aussi les premières répressions contre les travailleurs. Infatigable pendant plusieurs années, Maman Jones, en passant par plusieurs villes d'une région minière à l'autre, milita pour organiser le prolé-

ariat des mines de charbon. La prison, la répression, les fusils des milices braqués contre les grévistes n'arrêteront pas son combat.

Elle luttera en particulier contre le travail imposé aux enfants dans les filatures de coton et organisera les femmes des mineurs.

Maman Jones est une militante qui a marqué toute la période pendant laquelle l'Amérique s'industrialise et se transforme en une société de classes impitoyable pour les couches pauvres, une société avec son cortège de famine, d'épidémies et de violence...

LOUISE MICHEL

Louise Michel est institutrice à Paris lors de la Commune, le soulèvement des travailleurs et des pauvres de Paris qui se rendirent maîtres de la ville pendant trois mois avant d'être massacrés par les forces de la bourgeoisie en 1871. Louise Michel participe activement à la commune. Elle échappe au massacre, mais elle est emprisonnée au bagne de la presqu'île Ducos, en Nouvelle Calédonie.

En Nouvelle Calédonie, où elle restera comme bannie jusqu'en 1880, elle soutient les Canaques dans leur révolte contre les colons et organise des cours pour leur instruction.

En 1880, les condamnés de la Commune

sont amnistiés et elle rentre à Paris, elle sera dès lors une militante du mouvement anarchiste. Jusqu'à sa mort, elle militera, fera des conférences dans de nombreux pays d'Europe: France, Angleterre, Belgique, Hollande.

Elle connaît encore la prison en France pour avoir participé à une manifestation contre le chômage, à Paris, en 1883.

Elle a fait le récit de sa vie de militante au service des pauvres dans ses mémoires et dans un ouvrage intitulé «Souvenirs et aventures de ma vie», qui sont aussi de précieux témoignages sur cette époque importante pour le mouvement ouvrier.

Extraits de «La femme et le socialisme» de Auguste Bebel

La femme, dans la société nouvelle, jouira d'une indépendance complète; elle ne sera plus soumise même à un semblant de domination ou d'exploitation, elle sera placée vis-à-vis de l'homme sur un pied de liberté et d'égalité absolus.

Son éducation sera la même que celle de l'homme, sauf dans les cas où la différence des sexes rendra inévitable une exception à cette règle et exigera une méthode particulière de développement, elle pourra, dans des conditions d'existence vraiment conformes à la nature, développer toutes ses formes et toutes ses aptitudes physiques et morales, elle sera libre de choisir, pour exercer son activité, le terrain qui plaira le plus à ses vœux, à ses inclinations, à ses dispositions. Placée dans les mêmes conditions que l'homme, elle sera aussi active que lui. Bien mieux, employée d'abord comme ouvrière à quelque travail pratique, elle donnera, l'heure d'après, ses soins à l'éducation, à l'instruction de la jeunesse, pendant une troisième partie de la journée, elle s'exercera à un art, à une science quelconques, pour remplir afin, dans une dernière période de la journée, quelque fonction administrative. Elle prendra de l'agrément, de la distraction avec ses pareilles ou avec des hommes, comme il lui conviendra et selon les circonstances.

Elle jouira de même que l'homme d'une entière liberté dans le choix de son amour. Elle aspirera au mariage, se laissera rechercher et conclura son union sans avoir à considérer autre chose que son inclination. Cette union sera, comme aux temps primitifs, un contrat privé, sans l'intervention d'aucun fonctionnai-

re, mais elle se différenciera de celle de ce temps-là en ce que la femme ne tombera pas, à la suite d'un achat ou d'un cadeau, aux mains d'un homme dont elle deviendrait l'esclave et qui pourrait la répudier à son gré.

L'être humain devra être en mesure d'obéir au plus puissant de ses instincts aussi librement qu'à tous ses autres penchants naturels. La satisfaction de l'instinct sexuel est chose aussi personnelle à tout individu que celle de n'importe quel autre instinct que la nature lui a donné. Nul n'aura de compte à rendre sur ce point; aucun intrus n'aura à s'en mêler. L'intelligence, l'éducation, l'indé-

pendance, rendront le choix plus facile et le dirigeront. S'il y a incompatibilité, si les conjoints sont désabusés s'il se deviennent antipathiques l'un à l'autre la morale ordonnera de dénouer une

situation devenue aussi contraire à la nature qu'aux moeurs. Les hommes et les femmes étant en nombre égal, toutes les circonstances qui condamnaient une foule de ces dernières au célibat ou à la prostitution disparaîtront, par suite les hommes ne seront plus en mesure de prendre pour excuse la disproportion numérique des sexes. D'autre part, les modifications radicales subies par les conditions sociales auront levé tous les obstacles et supprimé toutes les causes de désorganisation qui - ainsi que nous l'avons montré plus haut - influent aujourd'hui sur la vie conjugale et l'empêchent si fréquemment de prendre tout son développement.

QUATRE GRANDES MILITANTES DU MOUVEMENT POPULISTE RUSSE

Quatre femmes ont marqué la période des premières agitations révolutionnaires en Russie dans les années 1870: Vera Zassoulitch, Olga Loubatovitch, Elizabeth Kovalkaïa, et Vera Figner.

Ces militantes révolutionnaires appartiennent au mouvement populiste qui s'est attaqué par le Terrorisme au despotisme au pouvoir Tsariste. C'est l'époque des attentats contre de hauts dignitaires de l'état.

L'agitation révolutionnaire dans les milieux étudiants et ouvriers nécessitait l'organisation de groupes clandestins face au poids de l'absolutisme caractérisé par une répression policière des plus farouches.

Ces quatre militantes révolutionnaires russes ont passé leur vie à faire de l'agitation révolutionnaire, quittant l'université pour travailler dans les fabriques, se préoccupant sans cesse de la propagande politique.

Arrestations, procès, déportations, exil, clandestinité, sont le tableau commun de leur vie. C'est Vera Zassoulitch qui a tenté de tuer

le préfet de police Trépov de sinistre renommée. Elle a dirigé une organisation clandestine «Terre et Liberté» qui organisa une série d'attentats contre de hauts fonctionnaires.

Un autre groupe «La volonté du peuple» auquel ont participé Vera Figner et Olga Loubatovitch a organisé l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881.

Ces quatre figures révolutionnaires marquent une période de lutte violente contre le despotisme tsariste. Elles marquent aussi une période où les premières idées marxistes sont défendues en Russie. Vera Zassoulitch traduira les œuvres de Marx et fera la connaissance de Lénine. Elle participera aux congrès de la II^e internationale et au comité de rédaction de l'Iskra, premier journal du parti ouvrier social démocrate dirigé par Lénine, Plekhanov et d'autres.

Si ces quatre militantes ont marqué cette période d'agitation révolutionnaire qui a précédé la révolution de 1905, elles n'ont pas adhéré totalement au mouvement prolétarien qui portera les travailleurs au pouvoir en 1917

A L'ECOLE MATERNELLE DU GOSIER : DES MENACES TELEPHONIQUES EMPECHENT LE DEFILE CARNAVALESQUE

Le défilé carnavalesque organisé par l'école maternelle du Gosier et qui était prévu pour le vendredi 2 mars a été annulé, après la communication par la gendarmerie d'un appel téléphonique peu rassurant. Une personne anonyme avait fait savoir semble-t-il que toutes les personnes blanches qui feraient partie du défilé seraient attaquées violemment.

Ces menaces ont été prises très au sérieux par la gendarmerie et en particulier par la directrice de l'école maternelle. C'est dans cette école qu'il y a plus d'enseignantes blanches que de noires, enseignantes dont le travail avait été considéré comme un peu trop désinvolte par les parents d'élèves.

Quant à la directrice qui elle aussi est blanche, il n'y a pas longtemps qu'elle a été publiquement dénoncée pour son comportement raciste et méprisant dans l'école, à tel point que cette affaire a fait beaucoup de

bruit dans la commune du Gosier.

A la suite du coup de fil à la gendarmerie alors qu'elle avait tout mis en oeuvre pour défilé dans les rues, enfants et maîtresses étaient eux aussi fin prêts, la directrice décida d'annuler tout le programme.

Les enfants durent se contenter de faire quelques rondes dans la cour de l'école.

A l'entrée de l'école, deux cars de gendarmes restèrent stationnés durant tout l'après-midi.

Qu'aujourd'hui certains, mauvais plaisants, ou pas, aient voulu lui faire peur et la ridiculiser, cela n'étonne pas vraiment.

Néanmoins, certains parents qui avaient dû faire des dépenses onéreuses pour cette fête, n'appréciaient guère de voir que l'attitude méprisante de cette directrice pouvait entraîner de telles conséquences.

GROSSE-MONTAGNE : LES TRAVAILLEURS N'ACCEPTENT PAS LE RACISME DE LA DIRECTION

S'il est un problème qui tient à coeur les travailleurs de Grosse-Montagne, c'est celui de la présence d'un nombre important de cadres et d'employés blancs tant à l'usine que dans les autres sociétés du groupe Simonnet.

En effet depuis environ trois ans la direction du groupe a commencé un recrutement de personnel blanc. Cela avait débuté par l'emploi de volontaires à l'aide technique (V.A.T) à la compagnie Caraïbe notamment Puis, au fur et à mesure que les V.A.T. s'en allaient, leur service militaire étant achevé, les patrons les ont systématiquement remplacés par du personnel venu de France. Les travailleurs ont d'abord vu arriver des cadres. Puis les cadres ont commencé à recruter comme employés leurs femmes et amies. C'est ainsi qu'en moins de deux ans tout l'encadrement est devenu blanc mais également une fraction des employés de la Compagnie Caraïbe (société gérant les autres sociétés du groupe) et des Grands Rhums Simonnet. Non contente d'employer du personnel blanc, la direction leur attribue des salaires qui sont deux à trois fois supérieurs à ceux des noirs, mais aussi des avantages en nature.

Déjà à l'époque des V.A.T. l'ensemble des travailleurs avait entrepris des démarches pour demander leur départ, et leur remplace-

ment par des employés noirs. Il faut ajouter que même l'inspection du travail leur avait répondu que Simonnet n'avait pas le droit d'embaucher des V.A.T. Empêché d'embaucher des V.A.T. Simonnet a eu donc recours à du personnel blanc tout court. Mais il avait compté sans l'avis des ouvriers et employés de l'usine et des autres sociétés qui supportent de moins en moins les privilèges dont jouissent les employés blancs dans cette usine comme dans tout le pays du reste. C'est ainsi qu'après plusieurs démarches effectuées pour réclamer le départ d'un cadre blanc conseiller juridique, ils allaient profiter d'une action entreprise le 1er mars pour demander et obtenir le départ de la Compagnie Caraïbe de 2 employées blanches et le remplacement de l'une d'entre elles par une des employées de l'entreprise. De plus au cours de leur action les ouvriers et employés ont obtenu que leur collègue soit payée au même indice que celle qu'elle a remplacée, gagnant du coup 50 points d'indice supplémentaire.

C'est là une victoire que les travailleurs de Grosse Montagne viennent de remporter contre le racisme de la direction de Grosse-Montagne qui préfère embaucher des blancs pour occuper des emplois que des travailleurs noirs peuvent également occuper.

Qui sont les militants du MPGI et de Radio-Unité emprisonnés ?

Nous continuons à présenter les militants du MPGI et de Radio Unité emprisonnés.

Jacques Grizelin.



Jacques Grizelin est né le 11 décembre 1954 à Morne-à-l'Eau. Marié il est père d'une fille âgée de 2 ans. Sa femme, assistante sociale, travaille à la Caisse générale de Sécurité Sociale.

Après avoir quitté le collège de Morne-à-l'Eau Jacques Grizelin suivra des études secondaires dans une section mécanique jusqu'en 1974. Après quelques années passées en France il regagne la Guadeloupe où depuis 2 ans il est exploitant d'auto-école à Deshaies.

Sans passé politique au préalable il adhère : il y a environ un an au MPGI. Par la même occasion il devient animateur à Radio Unité où il intervient seulement le mardi après-midi il aime tout particulièrement la musique reggae et apprécie Bob Marley surtout dans les chansons où il est question de paix et de justice.

C'est le Jeudi 8 décembre qu'il est arrêté. Les hommes de la police judiciaire iront d'abord le chercher à son travail. Ne l'ayant pas rencontré ils se rendent à son domicile à Baie-Mahault où ils l'arrêtent. N'ayant rien trouvé de compromettant chez lui les hommes de la police judiciaire emporteront finalement son carnet de rendez-vous professionnel, un autre petit carnet personnel et sa carte d'adhérent au MPGI.

Interrogé à la caserne des CRS au morne Vergain pendant 48 heures il sera transféré à la maison d'arrêt de Basse-Terre le 1 décembre 1983. Ce même jour, le domicile de sa mère sera l'objet d'une nouvelle perquisition, son jeune frère sera emmené et entendu pendant quelques heures toujours à la caserne des CRS. Quant à sa famille, elle ne réussira à le voir qu'un mois et demi après son arrestation. Et ce, après de nombreuses démarches auprès des juges Sampieri et Soublet. Ses avocats, Mes Rodes et Hermantin n'ont pu le voir que longtemps après également, les juges bloquant son courrier.

Grève de la faim de Max Safrano

SUITE DE LA PAGE 1.

Le 6 juillet 1983, s'ouvre le procès des deux militants, dans une ambiance surchauffée. Il y a plusieurs centaines de militants anticolonialistes. Les CRS cernent le palais de justice. Cela n'empêchera pas les juges de condamner Tom et Safrano à trois ans de prison ferme. Le 26 septembre, le procès en appel va changer le jugement de première instance. En effet, le peu d'éléments contenus dans le dossier ne permet pas de faire subir aux deux militants du MPGI une peine aussi lourde. Safrano est condamné à un an de prison avec sursis. Il est libéré le 10 octobre 1983.

Le 29 novembre Safrano est de nouveau arrêté à son travail par les policiers français dépêchés en Guadeloupe après les attentats du 14 novembre. Encore une fois l'amalgame est fait entre Safrano et les attentats du 14 novembre.

Il semble qu'il n'y a aucun élément sérieux permettant de d'emprisonner Safrano une nouvelle fois. C'est pour cela que Max a commencé une grève de la faim depuis vendredi 2 mars.

truit ou détérioré des objets mobiliers ou des biens immobiliers appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive ou incendiaire ou d'un incendie ou d'un tout autre moyen de nature à créer un danger pour la sécurité des personnes. Il est accusé aussi de détention de machines ou engins meurtriers ou incendiaires...

En fait, les juges ont peu d'éléments derrière ces mots ronflants : un fusil légal, un bidon, du coton, bref une série d'objets courants. Voilà tout ce qui a été trouvé.

Mais Safrano est porte-parole officiel du MPGI et le même soir il y a eu des attentats. Les juges cherchent donc à tout prix à faire l'amalgame.

Visiblement embarrassés, les juges libèrent Safrano et Tom le 11 février 1983. Ils les arrêtent à nouveau le 10 juin. Il y a eu des attentats en Guadeloupe-Guyane-Martinique quelques semaines avant. Là encore, les juges font l'amalgame bien qu'ils n'aient aucun élément contre Safrano et Tom. Qu'importe, ces derniers serviront de boucs émissaires !

ECHOS DES ENTREPRISES

Commerce Guadeloupe : LES NEGOCIATIONS SUR LES AUGMENTATIONS DE SALAIRES, LES PETITS PAS DES PATRONS NE FONT PAS LE COMPTE.

Les négociations sur les augmentations de salaire pour l'année 84 ne sont toujours pas terminées.

Lors de la dernière rencontre patronat-syndicat, les patrons qui ne voulaient pas dépasser 5 % il y a 3 ou 4 semaines, ont proposé 8 % d'augmentation jusqu'en juillet 84. Puis ils proposent une révision de cette augmentation en fonction de l'augmentation des prix.

Cela est loin de faire le compte, si on considère l'augmentation réelle du coût de la vie, la valse des étiquettes que nous appliquons nous-mêmes sur les produits tout au long de l'année.

A K-DIS Ville lors de la réunion de jeudi dernier, la plupart des camarades présents étaient néanmoins plus ou moins d'accord pour accepter cette proposition en surveillant de près la prochaine négociation de juillet.

A Mammouth, les camarades sont encore bien moins chauds et trouvent que les patrons exagèrent.

K-DIS RAIZET : NOUS SOMMES TOUS DES «NECESSITEUX» : GARANTIE DE L'EMPLOI POUR TOUS !

L'une des propositions faites par de Lavigne au comité d'entreprise a été de dire qu'il serait prêt à prendre certains d'entre nous,

«les plus nécessiteux» à K-Dis Basse-Terre, K-Dis Desmarais ou Gourmet Shop à Saint-François.

D'autre part le directeur a dit que durant la période des congés annuels, il embaucherait les employés en chômage au lieu de prendre des remplaçants pour deux ou trois mois.

Voilà des propositions méprisantes de de Lavigne : traiter le cas de quelques employés sans d'ailleurs donner aucune garantie que ces employés qui perdront les indemnités ASSÉDIC seront maintenus dans leur emploi.

Et tout cela se fait dans la plus grande confusion pour entretenir l'idée parmi les camarades des autres magasins que les problèmes de ceux de Raizet sont pratiquement réglés.

PRISUNIC HIBISCUS, LES «MA-CHOS» REMIS A LEUR PLACE.

Il y a 15 jours, nous avons fait un débrayage de 2 heures entre 11h et 13.

En effet, le chef, Forier, n'avait rien trouvé de mieux que de s'en prendre à une de nos collègues. Lui faisant des reproches sur son travail, il l'a prise par le bras et l'a secouée fortement. Notre camarade ne s'est pas laissée faire et l'a obligé à la lâcher en se défendant comme elle pouvait.

Tout de suite après cet incident, nous avons décidé un débrayage.

Le patron, PAULIN, s'est affolé.

Il faut dire que depuis la fermeture de K-Dis Raizet, il se frotte les mains devant l'affluence de la clientèle. Et avec deux heures de débrayage il y a pas mal de sous en moins

pour lui.

Il a donc essayé «d'arranger» les choses, le chef concerné s'est même excusé, disant qu'il s'était laissé emporter...

Malgré tout nous avons décidé de maintenir notre débrayage pour dire à ces messieurs qui ont trop tendance à jouer les «machos» avec nous femmes, de maîtriser leurs nerfs.

Nous sommes des travailleuses, le temps des sévices corporels est révolu.

COCA-COLA - SAGBA - SOCREMA. LA GREVE DU 1er MARS FUT UNE GREVE D'AVERTISSEMENT POUR SE FAIRE RESPECTER PAR LES PATRONS

Jeudi 1er mars, les travailleurs de Cofrigo, Socrema, Sagba, ont arrêté le travail toute la journée.

Des piquets de grève furent mis en place et ce fut une journée morte pour ces entreprises.

Si nous travailleurs de ces entreprises nous avons décidé de faire cette grève, c'est pour obliger les patrons à respecter nos délégués. En effet, la veille au cours d'une réunion avec le comité d'entreprise, le fils du directeur Despointes, s'est brusquement levé en disant aux délégués qu'il devait partir car il avait à faire ailleurs. Cette réunion avait été prévue longtemps à l'avance, et convoquée par Despointes lui-même.

Choqués de cette désinvolture méprisante à notre égard nos délégués nous ont alors fait

savoir qu'ils organiseraient une journée de grève le lendemain. Tous les travailleurs des trois entreprises répondirent présents à l'appel pour ce mouvement. Ce fut l'unanimité. Bien sûr si nous avons tous voulu ce mouvement de colère c'est aussi parce qu'il y a de nombreux autres problèmes qui nous tracassent dans l'entreprise, notamment le mépris des patrons et les bas salaires. Et à l'occasion a été fournie de montrer à ces patrons qu'ils doivent nous respecter et compter avec nous !

Guadeloupe : SOPICO, RIEN N'EST REGLE.

Notre dernière rencontre avec le patron et l'inspection du travail n'a rien donné de positif.

L'inspection du travail refuse toujours de souscrire à la décision de Pravaz de licencier tant que ce dernier n'aura pas justifié ses difficultés économiques.

Et si Pravaz les «justifie» quelle sera l'attitude de l'inspection du travail ? Nous aurions peut-être intérêt à ne pas compter uniquement sur cet organisme pour éviter d'être licenciés. Pour nous il n'y a aucune «justification» qui tienne: Pravaz nous exploite depuis des années. C'est nous qui avons fait sa fortune.

N'acceptons pas d'être jetés comme citron qu'on a bien pressé au préalable. C'est la lutte qui nous fera gagner.

MORNE A L'EAU : LES ELECTIONS MUNICIPALES VONT ETRE REFAITES

Les élections municipales de Morne-à-l'Eau ont été annulées par le conseil d'Etat.

On s'en souvient, la liste unitaire communiste et socialiste d'opposition au maire sortant Abdon SAMAN reprochait à ce dernier d'avoir fait voter plusieurs fois des gens et la disparition aussi d'une urne à Vieux-Bourg juste avant son dépouillement.

La liste conduite par A. SAMAN avait obtenu quelques voix de plus que celle conduite par le docteur SAMYDE, l'union de la gauche communiste et socialiste. Ainsi les prochaines élections auront lieu le dimanche 1er avril.

Nous ne connaissons pas encore les listes qui vont être en présence dans ces élections. Abdon SAMAN sera sans doute à la tête d'une liste. On ne sait pas si les communistes et les socialistes feront liste commune.

Pour revenir à SAMAN, il est certain qu'il aura du mal à retrouver son siège de maire car de plus en plus de gens lui reprochent ses magouilles, son autoritarisme, son attitude anti-jeunes.

Ainsi, comme à Bouillante l'heure des magouilles et des coups bas a sonné à Morne-à-l'Eau.

NOUVELLES ELECTIONS A BOUILLANTE

Dimanche 4 mars le 1er tour de la Nouvelle élection municipale de Bouillante a donné les résultats suivants :

- la liste socialiste menée par Isidore Canope 887 voix

- la liste de Yves Vairac 660 voix

Comme la participation a été forte dès le 1er tour - 64 % - et comme aucune alliance, ni aucun retrait ne sont attendus, les 3 listes, se retrouveront dimanche 11.

LIBAN : NOUVELLE CONFERENCE DE RECONCILIATION

Lundi 12 mars s'ouvrira la deuxième conférence de réconciliation nationale du Liban à Genève.

Toutes les tendances sont invitées à participer, des plus réactionnaires, les phalangistes, jusqu'aux Chiïtes du groupe Amal. La Syrie et l'Arabie Saoudite sont invitées à titre d'observateurs.

La tenue de cette conférence de la paix peut apparaître comme un succès pour la Syrie qui a su auparavant imposer un « cessez-le feu » aux milices chiïtes et druzes qui avaient l'avantage sur le terrain.

La négociation est une aubaine, une bouée de sauvetage pour la bourgeoisie chrétienne, pour ses milices phalangistes et pour son état qui dirige Amin Gémayel. En effet, elle sauve ainsi sa domination qui était particulièrement compromise sur le terrain à Beyrouth. Elle a dû néanmoins abroger le traité israélo-libanais du 17 mai 1983.

Si pour les capitalistes, la conférence est une bonne chose, pour les opprimés, pour ceux qui se sont battus et ont payé par des milliers de morts ces combats contre milices chrétiennes et armée libanaise, elle n'annonce rien de bon.

Pour l'instant, Hafez El Assad, dictateur de la Syrie a imposé aux chefs musulmans de renoncer à certaines de leurs revendications. Nabin Béri, chef des Chiïtes et Wallid Joumblatt, chef des Druzes ne réclament plus la mise en jugement des chefs chrétiens et du président Gémayel qui ont fait bombarder Beyrouth Sud. Ils n'imposent plus avant toute conférence, des réformes administratives constitutionnelles.

Ne pouvant plus compter sur les bourgeois chrétiens pour défendre leurs intérêts au Liban et dans la région, les impérialistes choisissent de laisser faire la Syrie.

Il ne faut pas oublier que dans ce domaine, l'armée syrienne a déjà montré son efficacité à mater des révoltes qui pourraient gêner les intérêts des possédants. En 1976 elle était intervenue au Liban contre la gauche libanaise et contre la résistance palestinienne.

Par ailleurs, Reagan, président des USA, chef de file des pays capitalistes, n'a pas voulu prendre le risque, en pleine période d'élections présidentielles, d'affronter le mécontentement du peuple américain. Celui-ci n'aurait pas forcément accepté sans réagir de voir partir des milliers de marines vers cette guerre qui, contrairement à ce qui avait été dit, n'était pas pour eux une simple promenade.

Britanniques et Italiens sont donc partis. Les Américains ont réembarqué leurs troupes sur leurs navires et ont suspendu les bombardements des positions syriennes.

Seuls demeurent pour peu de temps encore 1200 soldats français. Ils quitteront le Liban dans deux ou trois semaines aux dires des autorités françaises.

Pour l'instant, capitalistes étrangers et libanais chrétiens s'en remettent à la solution de Hafez El Assad pour protéger leurs intérêts.

Gandhi : un film à voir

Actuellement se joue une super production d'un cinéaste anglais, Richard ATTENBOROUGH : GANDHI

Durant trois heures, le cinéaste nous fait partager la vie et le combat de celui qui fut appelé le père de la nation indienne, Mohandas Gandhi. Sa carrière politique commence en 1893 en Afrique du Sud au sein de l'immigration hindoue. Les indiens sont en butte à la répression raciste des blancs qui dirigent les 4 provinces de l'Union Sud-Américaine à ce moment là anglaise.

Gandhi, jeune avocat, lui-même victime du racisme (il est jeté d'un train pour s'être assis dans un compartiment réservé aux blancs) va prendre la tête d'un vaste mouvement de masse des travailleurs indiens pour que l'on reconnaisse leurs droits en tant qu'êtres humains.

Cette lutte va contraindre le gouvernement raciste à reconnaître leurs droits. Plus tard, c'est en 1915, au moment de la première guerre mondiale un homme mûr qui retourne en Inde. Là, il se lie à un mouvement nationaliste bourgeois, le mouvement du Congrès Indien qui revendique l'autonomie puis

l'indépendance de l'Inde. Ce mouvement est dirigé par des hommes riches, comme le musulman Jinnah, ou les hindous Pattel, puis Nehru. La fin de la guerre voit des luttes violentes des masses qui revendiquent l'indépendance, luttes écrasées dans le sang par les colonialistes anglais. On nous montre l'un des épisodes les plus sanglants : le massacre d'Amritsar, où un général, Dyer fit massacrer plus de 1800 personnes, cernées dans une cour !

Gandhi se réclame personnellement de la non-violence, et c'est au nom de cette non-violence que des centaines, des milliers d'indiens se font assommer par la police ou l'armée anglaise. C'est au nom de la non-violence que Gandhi demande à ses partisans d'arrêter un mouvement de boycott et de grève, tout cela parce qu'agressés par des forces de police des manifestants rendent coup pour coup en brûlant un poste de police avec quelques policiers à l'intérieur !

Le film nous montre d'ailleurs très bien le contraste entre les dirigeants de ce mouvement, et la masse du peuple, misérable et surexploité.

Le départ des Anglais et la guerre civile

qui s'ensuit est le dernier volet du film. Les guerres religieuses, entre une majorité hindouiste et une minorité musulmane conduisent l'Inde à la division en deux états, l'Union Indienne d'un côté, le Pakistan lui-même composé de deux branches distinctes, séparées par plus de 2000 kilomètres !

Gandhi qui est contre la division de l'Inde est assassiné par les Hindous fanatiques qui lui reprochent de faire trop de concessions aux Musulmans.

Si le propos du réalisateur du film : faire l'apologie de la non-violence à travers le personnage de Gandhi - est contestable, il n'empêche que le film est un film à voir et à faire voir.

La critique de la sauvagerie du colonialisme anglais, avec son armée et sa justice est faite de manière pertinente. L'auteur montre la lutte d'indépendance et les masses populaires qui se retrouvent aussi pauvres après l'indépendance.

Il vaut voir Gandhi !

Derrière la « non-violence », la continuation de l'exploitation capitaliste.

Le sujet du film « Gandhi » qui passe actuellement sur les écrans est en réalité la non-violence. Le réalisateur du film veut montrer comment, grâce à la non-violence et au pacifisme, le peuple indien est arrivé à se libérer malgré la puissance militaire des colonisateurs britanniques. Et bien des gens se montrent admiratifs devant le courage de ces Indiens en lutte pour leur indépendance et se demandent si la non-violence n'est pas un moyen utilisable pour se libérer.

Précisons tout de suite que même pour Gandhi, la non-violence ne signifiait par se croiser les bras. Les luttes de masse, les boycotts de produits anglais ont été des mouvements très puissants dans l'Inde, surtout à partir de la Première Guerre mondiale.

Ce que Gandhi, et les chefs du Parti du Congrès entendaient par non-violence, c'est le refus que les masses opprimées ripostent aux violences des colonisateurs anglais.

Et pour appliquer cette politique, les Jinnah, Pattel et Nehru qui dirigeaient ce parti sont allés jusqu'à briser des mouvements de masse, quand les pauvres en colère allaient rendre les coups qu'ils recevaient sans pouvoir se défendre contre les colonisateurs.

Le choix de cette tactique n'était pas innocent : les dirigeants indiens voulaient avant tout d'une indépendance, négociée avec le colonialisme et non d'une véritable révolution soulèvement qui aurait chassé ce dernier ! Pourquoi cette politique ?

C'est que le parti du Congrès était un parti bourgeois, dirigé par des capitalistes ou des intellectuels des castes privilégiées. Et rien n'est plus poignant que de voir des milliers, des dizaines de milliers même de pauvres allant se faire massacrer par les soldats, sous la direction des chefs du parti, ces mêmes chefs qui en même temps discutent avec le colonialisme, lequel entre deux séjours en prison, leur laisse une relative liberté d'action !

La direction de la lutte étant entre les mains d'un parti bourgeois, il était dans l'ordre des choses qu'après le départ du colonisa-

teur, ce soit encore l'exploitation qui demeure. Aujourd'hui, l'Inde, comme le Pakistan et le Bengla-Desh sont des pays où le luxe des riches propriétaires de filatures ou des grands propriétaires de terres avoisine avec la misère, le dénuement le plus total des pauvres des villes et des campagnes.

Oui, le mouvement des masses indiennes a pu arriver jusqu'à l'élimination des colonisateurs, mais on n'a pas touché aux palais des maharajas (princes indiens), aux capitaux des usurier, aux entreprises des bourgeois. Et comme conséquence, il ya les famines périodiques, et même en période normale une population de dizaines de millions d'hommes qui vivent dans le dénuement le plus total.

Le peuple indien subit aujourd'hui toujours plus durement le fait d'avoir laissé la bourgeoisie diriger la lutte pour l'indépendance. Mais les pauvres paient aussi d'une autre façon : la division du sous-continent indien en 3 états : le Pakistan, l'Union Indienne et le Bengla-Desh. C'est sur les pauvres que retombe le poids des guerres entre les cliques dirigeantes de chacun de ces états, ainsi que le poids des guerres religieuses au sein de ces mêmes états !

Car le nationalisme unifie souvent le peuple d'un pays. En lui montrant le peuple voisin comme un ennemi à abattre.

Si les oppositions entre Musulmans et Hindous ont été exacerbées par le colonisateur anglais (cela lui permettait de diviser pour mieux régner), les dirigeants indiens ne pouvaient rien faire pour empêcher qu'elles se traduisent par des luttes sanglantes, et conduisent à la division de leur pays.

Ce qui aurait pu empêcher les différences religieuses d'être aussi dramatiques pour les 500 millions d'Indiens en 1945, c'était de montrer qu'au-delà de leur particularité religieuse d'Hindous ou Musulmans, ils étaient tous pauvres. Améliorer leur sort ne pouvait venir que d'une lutte résolue contre les riches gros propriétaires fonciers et autres privilégiés des castes supérieures. C'est ce qu'aurait pu dire un parti représentant réellement les inté-

rêts des pauvres contre les riches, un parti ouvrier révolutionnaire. Il n'y en avait pas en Inde. Et le parti du Congrès, parti de la bourgeoisie ne pouvait au contraire qu'attirer ces rivalités. C'était là pour elle une condition nécessaire pour que les masses ne voient pas que, le colonialisme éliminé, la vie allait continuer comme avant, avec autant d'exploitation, autant d'oppression, mais venant cette fois de la part des indiens eux-mêmes.

C'est dans ce cadre-là qu'il faut bien comprendre ce que fut la politique proposée par Gandhi, et ce à quoi elle servit : à protéger le pouvoir des riches en maintenant les pauvres politiquement désarmés.

J.B

France : la grève des fonctionnaires

SUITE DE LA PAGE 1

plus si les fonctionnaires veulent réellement obtenir satisfaction. Et c'est en cela que la politique des syndicats n'est absolument pas en mesure de permettre aux fonctionnaires d'avoir gain de cause. Du reste c'est très certainement à cause de la pression de la base que les syndicats qui ont appelé à la grève, l'ont fait. Tout comme pour les charbonnages

les chantiers navals, ou les banques c'est la même tactique qui est mise en avant. C'est-à-dire, grève secteur par secteur et de 24 heures. Cette tactique, on l'a vu, n'a pas empêché les patrons de licencier, bien au contraire les licenciements continuent. Alors si, si les fonctionnaires ne veulent point que cette grève de 24 heures soit sans lendemain, ce n'est pas sûr les directions syndicales qu'ils doivent compter mais bien sur leur propre capacité à se battre et à s'organiser, y compris, en n'acceptant pas les limites prévues par les directions syndicales.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

COMBAT OUVRIER

Mr DUFEAL

Poste Restante Paris 113

Place de l'Hôtel de Ville

75004 PARIS

IMPRESSION

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

No 51728